

**ASSOCIATION ADIL
DE LA LOIRE ATLANTIQUE
12, RUE EDOUARD HERRIOT
44000 NANTES
SIREN : 322 008 426**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

***Philippe PUJO Commissaire aux comptes
Inscrit sur la liste de la Compagnie Régionale de Rennes
Launay Quéro 35162 Montfort sur Meu***

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux adhérents,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADIL de Loire Atlantique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant, l'ADIL 44 comptabilise les indemnités de fin de carrière de ses salariés conformément à la recommandation CNC 2003-R-01. Il n'a pas été constaté de changement du taux d'actualisation de la provision à 3%, dans une période d'instabilité des taux d'intérêt afin de maintenir le montant des engagements à un niveau satisfaisant.

***Philippe PUJO Commissaire aux comptes
Inscrit sur la liste de la Compagnie Régionale de Rennes
Launay Quéro 35162 Montfort sur Meu***

4 – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'organe appelé à statuer sur les comptes

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association appelé à statuer sur les comptes sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre association auprès des associations contrôlant votre association ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Montfort le 08 avril 2025



Philippe PUJO
Commissaire aux comptes inscrit
sur la liste de la Compagnie Régionale Ouest
Atlantique,
associé Account Révision

Philippe PUJO Commissaire aux comptes
Inscrit sur la liste de la Compagnie Régionale de Rennes
Launay Quéro 35162 Montfort sur Meu

BILAN ACTIF

			Exercice N, clos le :		31/12/2024	31/12/2023
			Brut 1	Amortissements dépréciations 2	Net 3	Net 4
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement	15 295	10 721	4 573	4 573
		Frais de recherche et de développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	216 732	173 140	43 592	31 269
		Constructions				
		Installations techniques, matériel et outillage industriels				
		Immobilisations corporelles en-cours				
Avances et acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		1 000		1 000		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres immobilisations financières					
Total (I)			235 275	183 861	51 414	37 221
ACTIF CIRCULANT	Stocks en cours					
	CRÉANCES	Créances clients, usagers et comptes rattachés	20 371		20 371	17 081
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres créances	310 769		310 769	351 284
	DIVERS	V.M.P				
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		795 381		795 381	714 684	
COMPTES DE RÉGULARISATION	Charges constatées d'avance		22 118		22 118	15 182
	Total (II)		1 148 640		1 148 640	1 098 231
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)					
	Primes de remboursement des emprunts (IV)					
	Ecart de conversion actif (V)					
	TOTAL GENERAL (I à V)		1 383 915	183 861	1 200 053	1 135 452

BILAN PASSIF

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Autres		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Autres		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	568 459	485 121
	Autres		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	56 822	83 338
	Situation nette (sous total)	625 281	568 459
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissements		
	Provisions réglementées		
	Total (I)	625 281	568 459
FONDS REPORTES ET DEDIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total (II)		
PROVISIONS	Provisions pour risques	141 900	158 479
	Provisions pour charges		
	Total (III)	141 900	158 479
DETTES	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	81 957	75 029
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	244 468	261 318
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	48 928	
	Instruments de trésorerie		
Comptes réél.	Produits constatés d'avance	57 519	72 167
	Total (IV)	432 872	408 515
	Ecarts de conversion passif (V)		
	TOTAL GENERAL (I à V)	1 200 053	1 135 452

COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2024	31/12/2023
	Nombre de mois de la période	12	12
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Ventes de biens (dont ventes de dons en nature)		
	Ventes de prestations de service (dont parrainages)		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Autres		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	104 817	90 749
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	1 954 983	1 829 188
	Total des produits d'exploitation (I)	2 059 799	1 919 938
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	480 781	441 448
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	80 385	63 716
	Salaires et traitements	1 010 445	957 962
	Charges sociales	424 953	366 767
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	15 444	12 716
	Dotations aux provisions		3 773
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	3 683	5
	Total des charges d'exploitation (II)	2 015 692	1 846 388
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		44 108	73 549
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	10 573	10 175
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers (III)	10 573	10 175
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières (IV)		
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)		10 573	10 175
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)		54 681	83 724

COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	261	84
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 800	1 400
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels (V)	4 061	1 484
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		35
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles (VI)		35
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		4 061	1 449
(VII)	Participation des salariés aux résultats		
(VIII)	Impôts sur les bénéfices	1 920	1 835
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		2 074 434	1 931 596
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)		2 017 612	1 848 258
5 - EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)		56 822	83 338

EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits	Bénévolats		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	Total		
Charges	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		
	Prestations en nature		
	Total		

Annexe

Immobilisations

Mouvements des immobilisations brutes

Désignation	Valeurs brutes début exercice	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes fin exercice
		Acquisitions Réévaluations	Cessions Virements	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement				
- Frais de recherche et de développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions, brevets et droits similaires	15 295			15 295
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
Total	15 295			15 295
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains				
- Constructions				
- Installations techniques, matériel outillage industriels	227 889	27 767	38 924	216 732
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Total	227 889	27 767	38 924	216 732
<u>Immobilisations financières</u>				
- Participations et créances rattachées	1 000			1 000
- Autres titres immobilisés				
- Prêts				
- Autres immobilisations financières	379	1 870		2 249
- Biens reçus par legs/donations destinés à être cédés				
Total	1 379	1 870		3 249
Total général	244 563	29 637	38 924	235 276

Principes, règles et méthodes comptables

Généralités sur les règles comptables

Présentation de l'association :

L'ADIL de Loire Atlantique est une association loi 1901 créée en 1981. L'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) de la Loire-Atlantique a pour objet d'apporter au public un conseil juridique, financier et fiscal sur toutes les questions relatives à l'habitat.

L'ADIL assure ses missions sous l'égide de l'Agence Nationale pour l'Information sur le Logement (ANIL) et évolue dans le cadre du réseau professionnel ANIL/ADIL.

Ses missions et son fonctionnement sont prévus à [l'article L366-1 du Code de la construction et de l'habitation](#). Elle est conventionnée par le Ministère chargé du logement.

Dans le cadre d'une mission spécifique, l'ADIL de la Loire-Atlantique a mis en place, en lien avec les bailleurs sociaux du département, l'Espace Habitat Social. A travers une plateforme d'accueil physique et téléphonique, ce service répond à toutes les questions liées à la demande locative sociale. A ce titre, il assure le traitement administratif des demandes de logements sociaux en Loire-Atlantique.

Depuis 2013, le service social gère également le dispositif Mutations inter-bailleurs. Il a pour objectif d'accompagner les locataires en attente de mutation relevant de critères prioritairement établis.

L'association est financée par les bailleurs sociaux, les collectivités locales de Loire Atlantique, et le budget du réseau ANIL.

Règles et méthodes comptables :

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Provisions pour risques et charges

ENGAGEMENTS INDEMNITES FIN DE CARRIERE

L'association évalue ses engagements d'indemnité de fin de carrière selon la méthode préférentielle des unités de crédit projetées.

Les engagements sont déterminés sur la base d'évaluation actuarielles prenant en compte les règles de la convention collective, ainsi que les hypothèses de rotation du personnel, de mortalité, et des projection de salaires.

Le taux d'actualisation a été retenu sur une base de 2%.

Le cumul des engagements de fin de carrière calculés à la date de clôture s'élève à 47.120 €.

Autres informations

Echéance des dettes

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes Ets de crédits				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	81 957	81 957		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	244 468	244 468		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	48 928	48 928		
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	57 519	57 519		
Total	432 872	432 872		

Mouvements des amortissements

Immobilisations amortissables	Amortissements début exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements fin exercice
		Dotations	Diminutions	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement				
- Frais de recherche et de développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions, brevets et droits similaires	10 721			10 721
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
Total	10 721			10 721
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains				
- Constructions	3 949	5 700		9 649
- Installations techniques, matériel outillage industriels	192 671	9 744	38 924	163 491
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Total	196 620	15 444	38 924	173 140
Total général	207 341	15 444	38 924	183 861

Mouvements des immobilisations incorporelles

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 15 295	+ 10 721	+ 4 573
Réévaluation de l'exercice	+		+
Investissements de l'exercice	+		+
Dotation de l'exercice		+	-
Cessions ou mises hors service	-	-	-
Valeur en fin d'exercice	= 15 295	= 10 721	= 4 573

Mouvements des immobilisations corporelles

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 227 889	+ 196 620	+ 31 269
Réévaluation de l'exercice	+		+
Investissements de l'exercice	+ 27 767		+ 27 767
Dotation de l'exercice		+ 15 444	- 15 444
Cessions ou mises hors service	- 38 924	- 38 924	-
Valeur en fin d'exercice	= 216 732	= 173 140	= 43 592

TABEAU DE FINANCEMENT
(analysant la variation de trésorerie)

Désignation	31/12/2024	31/12/2023
OPÉRATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net avant rémunération de l'exploitant et des associés	56 822	83 338
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation :		
* Dotations aux amortissements et provisions	15 444	16 489
* Reprises sur amortissements et provisions	16 578	
* Transfert au compte charges à répartir		
* Plus-values / Moins-values de cession	-3 800	-1 400
* Amortissements des subventions d'investissement		
Variation des stocks		
Variation des créances clients	-3 290	903
Variation des autres créances d'exploitation	33 578	71 919
Variation des dettes fournisseurs	6 928	-5 092
Variation des autres dettes d'exploitation	17 429	-13 598
EXCEDENT (INSUFFISANCE) DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (A)	106 533	152 559
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations :		
* Incorporelles		
* Corporelles	27 767	27 361
* Financières	1 870	
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations :		
* Incorporelles		
* Corporelles	3 800	1 400
* Financières		732
EXCEDENT (INSUFFISANCE) DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	-25 837	-25 229
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Sommes reçues des actionnaires suite à une augmentation de capital		
Avances reçues des associés		
Apports de l'exploitant		
Encaissements provenant de nouveaux emprunts		
Encaissements de subventions d'investissement		
Dividendes versés		
Prélèvements de l'exploitant et rémunérations de l'exploitant et des associés		
Réduction de capital		
Remboursements d'emprunts		
Remboursements des avances des associés		
EXCEDENT (INSUFFISANCE) DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)		
VARIATION DE TRÉSORERIE (A+B+C) = (D)	80 696	127 330
Trésorerie à l'ouverture (E)	714 684	587 354
Trésorerie à la clôture (D+E)	795 381	714 684

TABEAU DE FINANCEMENT

(analysant la variation du fonds de roulement)

Désignation		31/12/2024	31/12/2023
RESSOURCES	Résultat net avant rémunération de l'exploitant et des associés	56 822	83 338
	Elimination des charges et produits sans incidence sur le fonds de roulement ou non liés à l'exploitation :		
	* Dotations aux amortissements et provisions	15 444	16 489
	* Reprises sur amortissements et provisions	16 578	
	* Transfert au compte charges à répartir		
	* Plus-values / Moins-values de cession	-3 800	-1 400
	* Amortissements des subventions d'investissement		
	CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	51 888	98 427
	Prélèvements de l'exploitant et rémunération de l'exploitant et des associés		
	Apports de l'exploitant		
EMPLOIS	AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	51 888	98 427
	Cessions d'immobilisations : * Incorporelles		
	* Corporelles	3 800	1 400
	* Financières		732
	Augmentation du capital		
	Nouveaux emprunts		
	Avances reçues des associés		
	Subventions d'investissement acquises		
	TOTAL DES RESSOURCES (A)	55 688	100 559
	Acquisitions d'immobilisations : * Incorporelles		
EMPLOIS	* Corporelles	27 767	27 361
	* Financières	1 870	
	Réduction du capital social		
	Remboursements d'emprunts		
	Remboursements des avances des associés		
	Dividendes		
	TOTAL DES EMPLOIS (B)	29 637	27 361
	VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT (A-B) = (C)	26 051	73 198
	Variation des stocks		
	Variation des créances clients	3 290	-903
EMPLOIS	Variation des autres créances d'exploitation	-33 578	-71 919
	Variation des dettes fournisseurs	-6 928	5 092
	Variation des autres dettes d'exploitation	-17 429	13 598
	VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION (D)	-54 645	-54 132
	Variation des créances sur cessions d'immobilisations		
	Variation du capital souscrit non versé		
	Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations		
	Variation des subventions d'investissement à recevoir		
	Variation des dividendes à payer		
	VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT HORS EXPLOITATION (E)		
	VARIATION DE TRÉSORERIE (C-D-E) = (F)	80 696	127 330
EMPLOIS	Fonds de roulement à l'ouverture (G)	689 717	616 519
	Fonds de roulement à la clôture (G+C)	715 768	689 717
	Besoin en Fonds de Roulement à l'ouverture (H)	-24 968	29 165
	Besoin en Fonds de Roulement à la clôture (H+D+E)	-79 613	-24 968
	Trésorerie à l'ouverture (I)	714 684	587 354
	Trésorerie à la clôture (I+F)	795 381	714 684